

(Source : [ReOpen911](#))

L'expansion de la guerre non déclarée utilisant des drones de la CIA dans les zones tribales au Pakistan a demandé un élargissement considérable de la définition de ceux qui « *peuvent être tués* ». Par le passé, le standard des cibles à éliminer se situait au niveau des chefs d'al-Qaïda ou de leurs alliés. Tout cela est bien fini, et le nombre de personnes visées à la fois a [fortement] augmenté.

C'est le « nouveau » standard, d'après **un article phare du *Wall Street Journal*** : « *des personnes considérées comme militants collaborant avec des groupes terroristes, mais dont les identités ne sont pas toujours connues.* » La CIA assassine désormais des gens sans connaître leur identité, sur la base de soupçons d'association avec des groupes terroristes.

**Cet article du *Wall Street Journal* ne précise pas la définition standard de « soupçons » ou d' « association ».**

Les frappes visant ces individus – généralement des groupes d'individus – sont appelées des « frappes groupées » (*Signature strikes*). « La plupart des frappes de la CIA sont des 'frappes groupées', » indique un rapport du journal d'Adams Entous, Siobhan Gorman et Julian E. Barnes.

**Et par « la plupart », ils entendent bien « la grande majorité ».** Le *Wall Street Journal* indique que l'augmentation des groupes de personnes visés par la CIA est tel que l'agence doit avertir ses collègues pakistanais lors des attaques massives. Lorsque l'Agence envisage d'éliminer 20 personnes ou plus à la fois, elle doit en avertir les [services] pakistanais.



éterminer qui sera visé n'est pas une question relevant de la collection de renseignements. Les caméras installées sous les ailes des drones Predator et Reaper font cela très bien. C'est une question d' « analyse » des informations – interprétation des images, et en fonction **des espions et des guetteurs au sol**, comprendre qui est réellement un terroriste, et qui est là simplement pour leur rapporter leur linge propre. Il est vrai que lors d'une guerre contre un ennemi caché et mystérieux. Il peut s'avérer difficile de faire la distinction entre les deux.

Mais fondamentalement, c'est bien une question politique : est-il acceptable que la CIA tue des gens sans vraiment savoir si c'est un terroriste kamikaze ou l'employé du pressing?

Le *Wall Street Journal* rapporte que la volonté de la CIA de frapper sans connaître l'identité des cibles – une pratique pleinement autorisée par le Président Obama – pose certains problèmes au Département d'État et aux militaires.

Comme **nous l'avons écrit cette semaine**, le volume important de frappes de drones dans les zones tribales pakistanaises contribue à exacerber l'intransigeance des Pakistanais sur un autre problème d'une grande importance : convaincre les Pakistanais d'envoyer les groupes d'insurgés qu'il sponsorise pour participer aux pourparlers de paix destinés à mettre fin au conflit en Afghanistan. Les drones ne sont pas la cause de cette intransigeance. Après tout,

les leaders pakistanais **coopèrent aux frappes de drones** et **exploitent le sentiment populaire anti-américain pour « racketter » Washington**. Les frappes deviennent pour le Pakistan des atouts pour se la jouer « cynique ».

Le Département d'État veut sortir de cette situation. Il craint l'apparition au Pakistan de leaders *réellement* anti-américains qui prendraient le pouvoir, portés par une vague d'indignation due aux drones. Le *Wall Street Journal* avait déjà expliqué il y a quelques mois que le Département d'État avait désormais son mot à dire sur les cibles. Même chose pour les militaires, qui redoutent que les Pakistanais ne leur coupent la route d'approvisionnement vers l'Afghanistan, et qui passe sur leur territoire.

Cela dit, c'est toujours la CIA qui a le contrôle. Non seulement l'Agence a maintenant défini 14 « orbites » de patrouilles pour les drones, chacune parcourue par trois Predators ou Reapers, mais il a déplacé la plupart de ses drones du Pakistan **vers des bases afghanes**. C'est la preuve d'un contrôle unilatéral, même si cela offre au Pakistanais une meilleure visibilité sur les opérations des drones.

« *Ce n'est pas comme si on avait retiré les clés à la CIA,* » explique un officiel – sous couvert d'anonymat – au *Wall Street Journal*. « *Il y a simplement plus de monde dans la voiture.* »

Et la question de base, à savoir « *qui doit être visé* » reste la même. La réponse par défaut, en termes bruts, est : **tous ceux que la CIA peut atteindre**.

Clive Stafford Smith, un avocat des Droits de l'Homme, raconte l'histoire [d'une de ces frappes]. Un jeune homme appelé Tarik est décédé lors d'une frappe de drone avec son cousin âgé de 12 ans, Waheed Khan, alors qu'ils revenaient en voiture chez leur tante.

« **Tarik était un bon gars, très courageux,** » écrit Stafford Smith. « *Je lui avais récemment serré la main, en signe d'amitié ; cette main est désormais froide, saisie par la mort infligée par mon gouvernement.* »

Aussi longtemps que la CIA – appuyée désormais par les militaires et le Département d'État – a les mains libres pour envoyer en secret ses drones faire la guerre dans les zones tribales du Pakistan, elle continuera de **réprimer al-Qaïda et ses alliés**, affaiblissant [ainsi] la menace qu'ils représentent. Mais elle tuera aussi davantage de Tarik et de Waheed. Et puisque la guerre des drones est un programme classifié de la CIA, elle n'aura de comptes à rendre à personne pour ses actions, surtout pas aux peuples pakistanais ou américains.

Par Spencer Ackerman, sur **Wired.com**, le 4 novembre 2011

Traduction **GV** pour ReOpenNews

Partager cet article :

[Facebook](#)  
[Twitter](#)  
[Google+](#)  
[Pinterest](#)

À lire également :

---



[États-Unis : la CIA veut les pleins pouvoirs pour le déploiement de ses drones au Yémen](#)



[Syrie: les USA pensent utiliser des drones pour tuer des gens](#)



[Le drone, l'arme des crimes d'État](#)

## La guerre secrète des drones US au Pakistan : la CIA tuent des personnes sans savoir qui elles sont



Drones : comment des milliers de personnes sont exécutées en dehors de tout cadre légal